

N°DBCA-2022-025

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5



**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**PRISE EN CHARGE DE DOMMAGES CAUSES SUR UN TELEPHONE PORTABLE PERSONNEL
EN INTERVENTION**

Le 31 mars 2022, le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 14 mars 2022, s'est réuni sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Nicolas BERTRAND, 1^{er} Vice-Président
- Madame Louisa COUPPEY, 2^{ème} Vice-présidente
- Monsieur Bastien CORITON, 3^{ème} Vice-président
- Monsieur Julien DEMAZURE, 5^{ème} membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Modernisation et sécurisation</i>	<i>Garantir la sécurité</i>	<i>Sécurité fonctionnelle et administrative</i>

*

* *

Vu :

- l'article 1240 du code civil,
- la délibération du conseil d'administration n°DCA-2021-030 du 06 septembre 2021 portant délégation du conseil d'administration au Bureau,
- la délibération n°2011-CA-25 du 09 novembre 2011 relative à la prise en charge des remboursements des effets personnels détériorés en service par les agents du Sdis 76.

*

* *

La délibération n°2011-CA-25 du 09 novembre 2011 autorise la mise en place d'une procédure de remboursement des effets personnels détériorés en service par les agents. Elle autorise le Président du conseil d'administration à prendre les mesures relatives à la prise en charge, sur justificatif et après étude individualisée de chaque demande, lorsque les sommes engagées par les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) pour acquérir un bien similaire ne sont pas couvertes, en totalité ou pour partie, par ses assurances.

*

* *

Le Sdis 76 engage sur ses fonds propres la prise en charge du remboursement des téléphones portables des agents dégradés lors de l'exécution de leurs missions. En effet, la franchise en responsabilité civile étant de 1 000 €, le Sdis 76 ne déclare pas à son assurance les sinistres inférieurs à ce montant.

Au regard de la perte de valeur due à l'usure et à l'obsolescence des téléphones portables, il est proposé d'appliquer un taux de vétusté lors de la prise en charge du remboursement de ces derniers comme les assurances françaises le pratiquent. En effet, la grande majorité des assureurs applique un taux de vétusté de 1 % par mois à compter de la première acquisition du téléphone portable sans pouvoir excéder 75 %.

Ainsi, il est proposé de mettre en place ce taux de vétusté dans les dossiers de prise en charge du remboursement du téléphone portable d'un agent détérioré en service.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20220405-DBCA-2022-025-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/04/2022

Affichage : 05/04/2022

Pour l'autorité compétente par délégation



Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 05/04/2022
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER